

RACQUETBALL CANADA

Règlements administratifs

ARTICLE 1: DÉFINITIONS

À moins d'indication contraire, dans les présents règlements administratifs, les mots et termes suivants ont la signification décrite ci-après :

- a) **Loi** - La Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif, S.C. 2009, c.23, y compris les Règlements en vertu de la Loi, et tout statut ou règlement pouvant être substitué, tels qu'amendés de temps en temps;
- b) **assemblée annuelle** - la réunion annuelle des membres;
- c) **statuts** - les statuts de prorogation mis à jour de l'Association;
- d) **vérificateur** - un expert-comptable, tel que défini dans la Loi, nommé par les membres par résolution ordinaire à l'assemblée annuelle, chargé de vérifier les livres, comptes et dossiers de l'Association pour faire rapport aux membres à la prochaine assemblée annuelle;
- e) **conseil** - le conseil d'administration de l'Association;
- f) **Association** - Racquetball Canada;
- g) **jours** - le nombre total de jours, incluant les fins de semaine et les jours fériés;
- h) **administrateur** - une personne élue ou nommée pour siéger au conseil d'administration en vertu des présents règlements administratifs;
- i) **membre** - les entités répondant à la définition d'un membre en vertu des présents règlements administratifs;
- j) **résolution ordinaire** - une résolution adoptée à la majorité des voix exprimées sur ladite résolution;
- k) **participant inscrit** - toute personne engagée dans une activité offerte, commanditée, soutenue ou sanctionnée par un membre de l'Association ou par l'Association elle-même, et notamment, sans toutefois s'y limiter, les athlètes récréatifs ou compétitifs, les membres des équipes nationales, les entraîneurs, les officiels, les organisateurs de tournois, les administrateurs des associations provinciales et territoriales et des clubs, et les bénévoles qui siègent aux comités de direction, comités et conseils d'administration de clubs; et
- l) **résolution extraordinaire** - une résolution adoptée par une majorité d'au moins les deux-tiers (2/3) des voix exprimées sur ladite résolution.

ARTICLE 2: INTERPRÉTATION

- 2.1 Les mots au singulier incluent le pluriel, et vice-versa, les mots d'un genre incluent l'autre genre, et le mot «personne» inclut les individus, les personnes morales, et les organismes partenaires, en fiducie et non constitués.
- 2.2 Les présents règlements administratifs ont été rédigés en anglais, et le texte officiel français est une traduction. En cas de divergence d'interprétation, l'anglais aura préséance.

- 2.3 Sauf stipulé autrement dans la Loi, le conseil d'administration détient l'autorité d'interpréter toute disposition des présents règlements administratifs qui est contradictoire, ambiguë ou floue, à condition qu'une telle interprétation cadre avec les raisons d'être de l'Association, tels qu'énoncées dans les Statuts.

ARTICLE 3: MEMBRES

Conditions d'adhésion

- 3.1 Sous réserve des statuts, l'Association aura une (1) catégorie de membres. L'adhésion à l'Association n'est offerte qu'aux associations provinciales et territoriales de racquetball qui en ont fait la demande et qui ont été acceptées à titre de membres de l'Association par une résolution du conseil d'administration, ou de toute autre manière déterminée par le conseil d'administration. Une seule association par province ou territoire sera acceptée à titre de membre de l'Association.
- 3.2 Chaque membre a le droit d'être avisé de la tenue de toutes les assemblées des membres de l'Association, d'y assister et d'y voter.

Cotisation d'adhésion

- 3.3 Le conseil d'administration déterminera de temps en temps le montant de la cotisation d'adhésion, par résolution ordinaire.

Transfert de l'adhésion

- 3.4 L'adhésion n'est transférable qu'à l'Association elle-même.

Suspension ou fin de l'adhésion

- 3.5 Un membre qui n'a pas payé sa cotisation ou qui doit de l'argent à l'Association peut être suspendu sans préavis par un vote à la majorité des trois-quarts (3/4) des voix du conseil d'administration. Un membre suspendu peut être réintégré par une résolution ordinaire du conseil d'administration lorsqu'on a la preuve qu'il a payé sa cotisation ou ses dettes.
- 3.6 Une adhésion à l'Association prend fin quand :
- 3.6.1 le membre est dissout;
 - 3.6.2 le membre ne satisfait plus aux conditions d'adhésion décrites à l'alinéa 3.1 du Statut 3;
 - 3.6.3 le membre enfreint sciemment les règlements administratifs ou les politiques de l'Association .
- 3.7 Dès qu'un membre est suspendu ou que son adhésion prend fin, il y a automatiquement extinction de ses droits.

Discipline

- 3.8 Un membre ou un participant inscrit peuvent être suspendus ou expulsés de l'Association conformément aux politiques et procédures de l'Association en matière de discipline des membres et des participants inscrits.

ARTICLE 4: ASSEMBLÉES DES MEMBRES

- 4.1 Les assemblées des membres comprennent les assemblées annuelles et les assemblées extraordinaires.
- 4.2 Une assemblée extraordinaire des membres peut être convoquée à quinze (15) jours d'avis, par le président et trois (3) administrateurs quelconques, ou sur demande écrite de membres détenant cinq (5) pour cent du nombre total de voix des membres. L'ordre du jour des assemblées extraordinaires se limite aux questions pour lesquelles l'assemblée a été dûment convoquée.
- 4.3 L'assemblée annuelle de l'Association doit avoir lieu au Canada, à un endroit et à une date déterminés par le conseil d'administration.
- 4.3.1 Les points de l'ordre du jour de l'assemblée annuelle doivent inclure :
- a) les remarques du président;
 - b) la présentation des candidats et le vote pour les postes d'administrateurs;
 - c) le rapport financier annuel;
 - d) les états financiers vérifiés;
 - e) la nomination du vérificateur comptable;
 - f) les rapports des membres du conseil d'administration;
 - g) les avis de motions.
- 4.4 Assemblées par voie électronique : une assemblée des membres peut avoir lieu par conférence téléphonique, ou tout autre moyen de communication électronique ou autre permettant aux participants de communiquer adéquatement les uns avec les autres pendant la réunion, si l'Association rend accessible un tel moyen de communication.
- 4.5 Participation aux assemblées tenues par voie électronique : Tout membre ayant le droit de vote à une assemblée des membres peut participer à la réunion par conférence téléphonique, ou tout autre moyen de communication électronique ou autre permettant aux participants de communiquer adéquatement les uns avec les autres pendant la réunion, si l'Association rend accessible un tel moyen de communication. Les personnes participant à la réunion de cette manière sont considérées comme étant présentes à la réunion.
- 4.6 Avis de la tenue d'une assemblée : Cet avis doit inclure la date et l'heure de la réunion, l'ordre du jour proposé, et une quantité raisonnable d'informations permettant aux membres de prendre des décisions éclairées. Il sera transmis aux membres d'une des manières suivantes :
- 4.6.1 par téléphone ou tout autre moyen de communication électronique ou autre, à chaque membre ayant le droit de voter à la réunion, et ce au moins quinze (15) jours avant la date prévue de la réunion;
- 4.6.2 en l'affichant sur le site Web de l'Association au plus tard quinze (15) jours avant la date de la réunion.

- 4.7 Exigences pour les changements concernant l'avis : pour modifier de quelque manière que ce soit la manière dont on avise les membres, décrite au paragraphe 4.6 et aux alinéas 4.6.1 et 4.6.2 du statut 4, il faut une résolution extraordinaire des membres.
- 4.8 Personnes ayant le droit d'assister à une assemblée : Les personnes ayant le droit d'être présentes à une assemblée sont celles qui ont le droit de vote, les administrateurs, le vérificateur comptable, et toute autre personne ayant droit ou étant dans l'obligation d'y assister, en vertu des dispositions de la Loi. Les autres personnes ne peuvent être admises que sur invitation du président de l'assemblée ou par une résolution ordinaire des membres de l'assemblée.
- 4.9 Ajournement : N'importe quelle assemblée des membres peut être ajournée à un endroit et à une date tels que déterminés par une résolution ordinaire des membres à l'assemblée, et les affaires qui auraient pu être traitées à l'assemblée ajournée pourront être traitées à la prochaine assemblée. Aucun avis n'est requis pour une assemblée ajournée.
- 4.10 Quorum : Le quorum pour une assemblée des membres est de quatre (4) membres. Les membres qui s'abstiennent de voter sont néanmoins inclus dans le calcul du quorum.
- 4.11 Vote : Chaque membre dispose de dix (10) voix à chaque assemblée des membres.
- 4.11.1 Chaque membre nomme un ou plusieurs délégués qui peuvent assister et participer aux assemblées. Le membre peut attribuer ses dix voix au même délégué, ou les répartir entre plusieurs délégués, à son entière discrétion, mais il ne peut pas attribuer moins d'une voix au complet ou d'un nombre complet de voix à un quelconque délégué.
- 4.11.2 Les membres doivent désigner à l'Association par écrit (y compris par avis électronique), le jour ou la veille de l'assemblée des membres mais en tous les cas avant le début de la réunion, le ou les délégués qui vont le représenter et voter en son nom, ainsi que le nombre de voix que le membre a attribuées à chacun de ses délégués. Lorsqu'un membre désigne un seul délégué, celui-ci détiendra automatiquement les dix (10) voix auxquelles le membre a droit, et ce, que ledit membre ait avisé ou non l'Association de l'attribution de ses voix. L'attribution des voix du membre demeure la même pendant toute la durée de l'assemblée à laquelle un délégué le représente. Les délégués doivent être âgés d'au moins dix-huit (18) ans.
- 4.12 Méthode de scrutin : Tous les points à l'ordre du jour seront décidés par un vote à mains levées, sauf stipulé autrement dans les présents règlements administratifs ou dans une loi pertinente, excepté dans le cas des élections qui exigent un vote à bulletin secret, ou à moins qu'un membre demande un vote à bulletin secret.
- 4.13 Majorité des voix : Sauf précisé autrement dans les présents règlements administratifs ou dans la Loi, les motions sont adoptées à la majorité des voix exprimées par les membres présents en personne à l'assemblée. En cas d'égalité des voix, la motion est rejetée. À moins qu'il y ait eu un vote à bulletin secret, une déclaration du président de l'assemblée à l'effet qu'une motion a été adoptée ou rejetée, figurant dans le procès-verbal de l'assemblée, constitue une preuve suffisante de ce fait, sans qu'il y ait besoin de prouver le nombre ou la proportion des voix enregistrées en faveur ou contre une telle motion. En ce qui concerne le calcul des voix pour constituer une

majorité relativement à un point spécifique, les abstentions ne compteront pas dans le calcul du nombre de voix.

- 4.14 Procuration : Il n'y a pas de procuration, ni de vote des membres absents.
- 4.15 Président de l'assemblée : À toutes les assemblées des membres, le président, ou en son absence le vice-président, ou si les deux sont absents une personne figurant parmi les administrateurs ou les délégués désignés présents, dirige la réunion.

ARTICLE 5: CONSEIL D'ADMINISTRATION

- 5.1 Le conseil d'administration se compose de sept (7) administrateurs, comme suit :
- a) le président;
 - b) le vice-président;
 - c) le directeur des finances;
 - d) l'administrateur représentant les athlètes; et
 - e) trois (3) administrateurs hors cadre.
- 5.2 Admissibilité : Tout participant inscrit, âgé de 18 ans ou plus, ayant la capacité légale de contracter, qui n'a pas été déclaré inapte par un tribunal au Canada ou à l'étranger, et qui n'est pas en faillite, peut être nommé en vue de l'élection à un poste d'administrateur.
- 5.3 Admissibilité de l'administrateur représentant les athlètes : Pour être admissible à être nommé administrateur représentant les athlètes, la personne doit être membre actuel de l'équipe nationale de racquetball;
- 5.4 Administrateurs hors cadre : Le conseil d'administration peut nommer des administrateurs hors cadre pour gérer divers portefeuilles liés aux opérations de l'Association (p. ex. marketing, juridique, et ainsi de suite). Les administrateurs hors cadre peuvent gérer plusieurs portefeuilles et le conseil d'administration peut leur attribuer ou retirer des tâches par résolution ordinaire.
- 5.5 Nominations : Les nominations en vue de l'élection à un poste d'administrateur, émanant des membres, sont acceptées trente (30) jours avant une assemblée annuelle. Toute nomination en vue de l'élection à un poste d'administrateur doit être accompagnée d'un consentement signé de la personne en question.
- 5.6 Administrateurs en fonctions : Les personnes qui siègent actuellement au conseil d'administration, qui souhaitent se présenter à nouveau à l'élection et qui y sont admissibles, n'ont pas besoin d'être mis en nomination, mais elles doivent donner un avis écrit (y compris par voie électronique) à l'Association trente (30) jours avant l'assemblée annuelle.
- 5.7 Mandats : Les administrateurs élus ont un mandat de deux (2) ans.
- a) Le président, l'administrateur représentant les athlètes et deux (2) administrateurs hors cadre sont élus au conseil d'administration les années impaires;
 - b) le vice-président, le directeur des finances et un (1) administrateur hors cadre sont élus au conseil d'administration les années paires.

- 5.8 Élections : Les administrateurs sont élus à la majorité des voix des délégués présents à l'assemblée annuelle, conformément à ce qui suit :
- 5.8.1 lorsqu'il n'y a qu'une seule nomination valide, le candidat en question sera déclaré élu par résolution ordinaire;
 - 5.8.2 s'il y a plusieurs nominations valides, le candidat élu est celui qui reçoit le plus grand nombre de voix, parmi les personnes mises en nomination. En cas d'égalité des voix, la personne en nomination qui a reçu le moins de voix est retirée de la liste des personnes en nomination, et un deuxième tour de scrutin a lieu. Si l'égalité persiste et qu'il reste plus de deux (2) personnes en nomination, la personne en nomination qui a reçu le moins de voix est retirée de la liste et il y a un autre tour de scrutin, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il ne reste plus que deux (2) personnes en nomination, ou jusqu'à ce que quelqu'un soit élu. S'il ne reste plus que deux (2) personnes en nomination et qu'il y a toujours égalité des voix, le conseil d'administration décidera de la personne élue par résolution ordinaire.
- 5.9 Nominations : Le conseil d'administration peut nommer jusqu'à un maximum de un (1) administrateur hors cadre, par une résolution ordinaire du conseil, après l'assemblée annuelle de l'Association ou sur une base annuelle. Pour clarifier les choses, un administrateur nommé servira un mandat d'un (1) an, et le nombre d'administrateurs nommés ne peut excéder un-tiers (1/3) des administrateurs élus à l'assemblée annuelle précédente.
- 5.10 Démission : Un administrateur peut donner sa démission n'importe quand à titre de membre du conseil d'administration, en présentant un avis de démission au conseil d'administration. Sa démission prendra effet à la date à laquelle sa demande est acceptée par le conseil d'administration. Si un administrateur donne sa démission, son poste à titre de dirigeant prendra fin automatiquement et simultanément.
- 5.11 Poste vacant : Le poste d'un administrateur deviendra automatiquement vacant si l'administrateur en question :
- a) est accusé et (ou) reconnu coupable de tout délit, en relation avec à son poste;
 - b) fait faillite, est en défaut de paiement, passe des accords avec des créanciers, effectue des affectations non autorisées, ou est déclaré insolvable;
 - c) est reconnu comme instable par un tribunal; ou
 - d) décède.
- 5.12 Révocation : Un administrateur peut être révoqué de ses fonctions par une résolution ordinaire des membres, à condition que ledit administrateur ait été avisé de la tenue de l'assemblée et ait eu l'occasion d'y être entendu. Si l'administrateur est révoqué, et qu'il occupe un poste de dirigeant, il sera automatiquement et simultanément démis de ses fonctions à titre de dirigeant.
- 5.13 Comblé une vacance : Lorsqu'un poste d'administrateur devient vacant, pour quelque raison que ce soit, le conseil d'administration peut nommer une personne qualifiée pour combler cette vacance pendant le reste du mandat.

- 5.14 Pouvoirs du conseil d'administration : Sauf stipulé autrement dans les présents règlements administratifs ou dans la Loi, le conseil d'administration détient les pouvoirs de l'Association, et il peut déléguer n'importe lesquels de ses pouvoirs, tâches ou fonctions. De manière plus spécifique, le conseil d'administration :
- a) gère et supervise the affaires de l'Association;
 - b) approuve la vision, la mission, les valeurs (ou leur équivalent) et l'orientation stratégique de l'Association;
 - c) approuve les politiques et procédures visant à mettre en oeuvre les programmes et à offrir les services de l'Association, et gère les problèmes de discipline et les différends impliquant les membres et les participants inscrits;
 - d) détermine les procédures d'inscription et le montant des cotisations, frais, taxes, charges, et autres exigences d'inscription des membres et des participants inscrits;
 - e) assure la continuité de l'Association en garantissant sa bonne situation financière;
 - f) emploie ou embauche à contrat un directeur administratif et toute personne qu'il considère nécessaire, conformément aux règlements administratifs; et
 - g) accomplit de temps en temps d'autres tâches, tel que pouvant aller dans les meilleurs intérêts de l'Association.
- 5.15 Convocation d'une réunion : Le président et deux (2) administrateurs peuvent convoquer une réunion du conseil d'administration.
- 5.16 Avis : Les avis de réunion du conseil d'administration seront donnés à tous les administrateurs au moins sept (7) jours avant la date de la réunion. Un avis de réunion n'est pas nécessaire si tous les administrateurs sont présents et qu'aucun d'entre eux ne s'objecte à la tenue de la réunion, ou si les administrateurs absents consentent à la tenue de la réunion.
- 5.17 Quorum : À toutes les réunions du conseil d'administration, le quorum est constitué de quatre (4) administrateurs en poste.
- 5.18 Vote : Chaque administrateur a droit à une voix. Les résolutions sont adoptées quand une majorité des voix est en faveur de la résolution.
- 5.19 Réunion par voie électronique : Le conseil d'administration peut tenir ses réunions par conférence téléphonique, par voie électronique ou par tout autre moyen de communication qui permet à tous les participants à la réunion de communiquer adéquatement les uns avec les autres pendant la réunion, si l'Association leur procure accès à un tel moyen de communication.
- 5.20 Réunions à huis clos : Sauf sur invitation du conseil d'administration, les membres et le public n'ont pas le droit d'assister aux réunions du conseil d'administration.
- 5.21 Absence du président à une réunion : En l'absence du président, le vice-président dirige la réunion, et si les deux sont absents les administrateurs désignent un président de la séance parmi les administrateurs présents.

ARTICLE 6: DIRIGEANTS

- 6.1 Les dirigeants de l'Association sont le président, le vice-président, et toute personne désignée par le conseil d'administration pour jouer le rôle de dirigeant. Plusieurs postes de dirigeant de l'Association peuvent être détenus par la même personne.
- 6.1.1 Le président est le premier dirigeant de l'Association, dont il préside toutes les réunions du conseil d'administration et des membres; il s'assure que tous les dirigeants accomplissent leurs fonctions respectives; et il agit à titre de représentant officiel de l'Association pour toutes les questions pertinentes.
- 6.1.2 Le vice-président s'acquitte des tâches et exerce les pouvoirs du président en son absence ou s'il en est incapable, et accomplit toutes les autres tâches que le conseil d'administration peut lui confier de temps en temps
- 6.1.3 Le directeur des finances est le trésorier de l'Association. Il veille à ce que les dossiers comptables adéquats soient tenus à jour, tel que requis par la Loi, et à ce que toutes les sommes d'argent reçues par l'Association soient déposées dans le compte bancaire de l'Association. Il préside le comité de vérification, et lorsque le conseil d'administration le lui demande, il lui fournit un relevé des transactions financières et un bilan de la situation financière de l'Association. De plus, il accomplit toutes les autres tâches que le conseil d'administration peut lui confier de temps en temps.
- 6.2 Révocation : Un dirigeant peut être révoqué de ses fonctions par une résolution extraordinaire du conseil d'administration ou par une résolution extraordinaire des membres à une assemblée, à condition que ledit dirigeant ait été avisé de la tenue de l'assemblée ou réunion en question où une telle résolution extraordinaire est soumise au vote, et ait eu l'occasion d'y être entendu. Si le dirigeant est révoqué, son poste d'administrateur prendra fin automatiquement et simultanément.
- 6.3 Comblé une vacance : Lorsqu'un poste de dirigeant devient vacant, pour quelque raison que ce soit, et que le conseil d'administration a encore le quorum lors d'une réunion, le conseil d'administration peut, en adoptant une résolution ordinaire, nommer une personne qualifiée pour combler cette vacance jusqu'à la prochaine assemblée annuelle.

ARTICLE 7: COMITÉS

Le conseil d'administration peut mettre en place tous les comités qu'il juge nécessaires à la gestion des affaires de l'Association; il peut nommer tous les membres des comités et leur affecter des membres du personnel; il peut prescrire les tâches des comités; et il peut déléguer à n'importe quel comité n'importe lequel de ses pouvoirs, tâches et fonctions, sauf lorsque la Loi ou les présents règlements administratifs l'interdisent.

ARTICLE 8: CONFLIT D'INTERETS

Conformément à la Loi, tout administrateur, dirigeant, membre de l'Association, ou membre d'un de ses comités ou sous-comités, qui a un intérêt, réel ou perçu, dans un contrat ou une transaction proposés avec l'Association, doit respecter la Loi et la politique en matière de conflit d'intérêts de l'Association, et doit donc divulguer entièrement et rapidement, au conseil d'administration ou au comité selon le cas, la nature et la portée d'un tel intérêt. Il doit s'abstenir de voter ou de participer aux débats relatifs à un tel contrat ou à une telle transaction. Il doit s'abstenir d'influencer la décision relative à un tel contrat ou à une telle transaction. Il doit également respecter toutes les modalités de la Loi en matière de conflit d'intérêts.

ARTICLE 9: FINANCES

- 9.1 L'exercice (année financière) de l'Association se termine le 31 mars de chaque année.
- 9.2 L'Association doit envoyer aux membres une copie des états financiers annuels, au moins vingt-et-un (21) jours avant l'assemblée annuelle.
- 9.3 À chaque assemblée générale annuelle, les membres peuvent nommer un vérificateur ou effectuer un examen des livres, comptes et dossiers de l'Association, conformément à la Loi. Le vérificateur reste en poste jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle. Le vérificateur ne peut pas être employé, administrateur ou dirigeant de l'Association.
- 9.4 Les affaires bancaires de l'Association sont traitées dans des établissements financiers que le conseil d'administration désigne de temps en temps par résolution ordinaire.
- 9.5 Les administrateurs de l'Association peuvent, sans autorisation des membres, emprunter, réunir des sommes d'argent ou assurer leur paiement, de la manière qu'ils pensent convenable, et en particulier, et sans limitation, les administrateurs peuvent de temps en temps emprunter de l'argent au crédit de l'Association.
- 9.6 Deux (2) personnes parmi le président, le vice-président, l'administrateur des finances et le directeur administratif (s'il est en poste) de l'Association, quelles qu'elles soient, sont autorisées à signer tous les chèques, contrats, baux, hypothèques et documents similaires, pour l'Association et en son nom. De temps à autre, le conseil d'administration peut, par une résolution ordinaire, nommer un administrateur, un dirigeant ou un cadre supérieur pour signer un effet ou contrat spécifique au nom de l'Association. Tous effet ou contrat ainsi signé liera l'Association sans autre autorisation ou formalité. Toute personne autorisée à signer un quelconque document peut apposer le sceau corporatif de l'Association (si nécessaire) au document. Tout signataire autorisé peut certifier la véracité d'une copie de tout effet, résolution, règlement administratif, ou autre document de l'Association.
- 9.7 Tous les administrateurs et dirigeants qui ne sont pas employés par l'Association, et les membres de comités ou sous-comités, y siègent sans rémunération et ne peuvent retirer aucun bénéfice, directement ou indirectement, de leur poste, étant entendu que les administrateurs, dirigeants ou membres de comités ou sous-comités peuvent être remboursés de dépenses raisonnables encourues dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 10: AFFAIRES CORPORATIVES

- 10.1 Les affaires de l'Association sont traitées sans but lucratif pour ses membres, et tous les profits ou autres gains de l'Association doivent servir à promouvoir ses objectifs.
- 10.2 Le siège de l'Association est situé au Manitoba, à une adresse déterminée par le conseil d'administration.
- 10.3 L'Association peut avoir un sceau corporatif, sous une forme approuvée par le conseil d'administration. Si le conseil d'administration approuve un sceau corporatif, il doit régir de temps en temps, par le biais d'une résolution, sa garde et son utilisation.
- 10.4 Les livres et procès-verbaux de l'Association, requis par les présents règlements administratifs ou par la Loi, doivent être tenus de manière adéquate. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et les livres de l'Association doivent être disponibles aux membres du conseil d'administration, et chacun d'entre eux en recevra copie. Tous les autres livres et dossiers doivent être disponibles à la consultation au siège de l'Association, conformément à la Loi.

ARTICLE 11: MODIFICATION DES REGLEMENTS ADMINISTRATIFS

- 11.1 Mis à part les cas prévus au statut 12, les présents règlements administratifs peuvent être modifiés ou abrogés par résolution ordinaire des administrateurs à une réunion du conseil d'administration. Les administrateurs doivent soumettre la modification ou l'abrogation des règlements administratifs aux membres à la prochaine assemblée des membres, et ceux-ci peuvent, en adoptant une résolution ordinaire, confirmer, rejeter ou modifier le règlement administratif, la modification ou l'abrogation. La modification ou l'abrogation du règlement administratif prend effet à la date à laquelle la résolution des administrateurs est adoptée. Si la modification du règlement administratif est confirmée par les membres telle que proposée, elle demeure en vigueur sous la forme dans laquelle elle a été confirmée. Le règlement administratif, la modification ou l'abrogation ne sont plus en vigueur s'ils ne sont pas soumis aux membres à leur prochaine assemblée, ou bien si ceux-ci les rejettent lors de cette assemblée.
- 11.2 Les règlements administratifs, les modifications ou les abrogations devant être confirmés par, ou proposés aux membres doivent être envoyés à tous les membres et à tous les administrateurs au moins trente (30) jours avant la date de l'assemblée des membres à laquelle ils doivent être examinés.

ARTICLE 12: MODIFICATION DE STRUCTURE

En vertu de la Loi, une résolution extraordinaire des membres est nécessaire pour apporter les modifications de structure suivantes aux statuts ou aux règlements administratifs de l'Association :

- a) changer sa dénomination;
- b) transférer le siège dans une autre province;
- c) ajouter, modifier ou supprimer toute restriction quant à ses activités;
- d) créer de nouvelles catégories ou de nouveaux groupes de membres;
- e) modifier les conditions requises pour en devenir membre;
- f) modifier la désignation de ses catégories ou groupes de membres ou ajouter, modifier ou supprimer tous droits et conditions dont ils sont assortis;

- g) scinder une catégorie ou un groupe de membres en plusieurs catégories ou groupes et fixer les droits et conditions dont ils sont assortis;
- h) ajouter, modifier ou supprimer toute disposition concernant le transfert des adhésions;
- i) sous réserve de l'article 133, augmenter ou diminuer le nombre fixe, minimal ou maximal d'administrateurs prévu par les statuts;
- j) changer le libellé de sa déclaration d'intention;
- k) changer la déclaration relative à la répartition du reliquat de ses biens après le règlement de ses dettes;
- l) changer les façons d'aviser les membres habiles à voter aux assemblées;
- m) changer les méthodes selon lesquelles les membres qui ne sont pas présents à l'assemblée sont autorisés à voter;
- n) ajouter, modifier ou supprimer toute autre disposition que la présente loi autorise à insérer dans les statuts.

ARTICLE 13: AVIS

- 13.1 Dans les présents règlements administratifs, «avis écrit» signifie un avis donné par la poste, courrier électronique, messenger ou courrier recommandé, téléphone, voie électronique ou tout autre moyen de communication, aux coordonnées dûment enregistrées de l'administrateur ou du membre, selon le cas.
- 13.2 La date d'avis est la date à laquelle l'avis est donné en personne, ou bien le lendemain de la date à laquelle l'avis est donné par téléphone, voie électronique ou tout autre moyen de communication, ou encore deux (2) jours après que l'avis est envoyé par messenger ou courrier recommandé, ou cinq (5) jours après que l'avis est envoyé par la poste.
- 13.3 L'omission accidentelle d'aviser un membre, administrateur, dirigeant ou membre d'un comité quelconque, ou le vérificateur comptable, ou la non réception d'un avis quelconque par quiconque, quand l'Association a donné avis conformément aux règlements administratifs, ou bien toute erreur dans tout avis n'affectant pas son contenu, ne peut pas invalider une mesure prise à n'importe quelle réunion à laquelle l'avis en question a trait.

ARTICLE 14: DISSOLUTION

Suite à la dissolution de l'Association, tous les fonds ou biens restants après avoir payé toutes ses dettes, seront distribués conformément à la Loi.

ARTICLE 15: INDEMNISATION

- 15.1 L'Association doit indemniser et dégager de toute responsabilité, à même les fonds de l'Association, tous les administrateurs et dirigeants, et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, contre toute poursuite, plainte ou coûts pouvant découler de, ou être encourus à cause du fait qu'ils occupent un poste ou accomplissent une tâche d'administrateur ou de dirigeant.
- 15.2 L'Association n'indemnise pas les administrateurs ou dirigeants, ou toute autre personne, pour des actes de fraude, malhonnêtes ou de mauvaise foi.

ARTICLE 16: ADOPTION DES PRESENTS REGLEMENTS ADMINISTRATIFS

- 16.1 Les présents règlements administratifs ont été ratifiés par une résolution extraordinaire des membres de l'Association à une assemblée des membres dûment convoquée et tenue le 24 juin 2019.
- 16.2 En ratifiant les présents règlements administratifs, les membres de l'Association abrogent tous les règlements administratifs antérieurs de l'Association, à condition qu'une telle abrogation ne nuise pas à la validité de toute mesure prise en vertu des règlements administratifs abrogés.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION PENDANT LA TRANSITION

1. Le mandat du conseil d'administration actuel expirera à la réunion des membres de septembre 2019.
2. À l'occasion des deux prochaines assemblées annuelles des membres, il y aura les élections suivantes :
 - a. À la réunion de 2019 - le ou la président(e), le ou la représentant des athlètes, et deux (2) administrateurs hors cadre, seront élus pour un mandat de deux (2) ans, et le ou la vice-président(e), le directeur ou la directrice des finances, et un(e) (1) administrateur ou administratrice hors cadre seront élus pour un mandat d'un (1) an.
 - b. À la réunion de 2020 - le ou la vice-président(e), le directeur ou la directrice des finances, et un(e) (1) administrateur ou administratrice hors cadre seront élus pour un mandat de deux (2) ans.
3. Une fois que les membres du conseil d'administration auront des mandats échelonnés, suite à l'assemblée annuelle de 2020 des membres, la période de transition du conseil d'administration sera terminée, et le présent document de transition deviendra nul et non avenue.